

Vu l'urgence;  
 Considérant qu'il est urgent que cette garantie de fiabilité puisse être offerte sans délai;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Santé publique et des Pensions et de Notre Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'arrêté royal du 25 février 1996 déterminant les règles suivant lesquelles certaines données statistiques minimale psychiatriques doivent être communiquées au Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions, est complété d'un article 6bis, rédigé comme suit :

« Art. 6bis. A partir de la deuxième période d'enregistrement 1998, les supports magnétiques contenant les données doivent être transmis au moyen d'une lettre d'accompagnement, que le médecin en chef, après contrôle et validation, signera comme preuve de l'authenticité des données.

A partir de la date fixée par Nous, les supports magnétiques doivent, après contrôle et validation, être assortis de la signature électronique du médecin en chef comme preuve de l'authenticité des données, et ce selon les modalités définies par le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions.

A l'hôpital, les documents attestant que les données ont été contrôlées et validées, doivent pouvoir être consultés à tout moment. »

**Art. 2.** Notre Ministre de la Santé publique et des Pensions et Notre Ministre des Affaires sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent avis.

Donné à Bruxelles, le 16 décembre 1998.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Santé publique et des Pensions,  
 M. COLLA

La Ministre des Affaires sociales,  
 Mme M. DE GALAN

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het dringend geboden is aan de ziekenhuizen instructies te geven met betrekking tot de gegevens die worden verstrekt, teneinde de fiabiliteit van bedoelde gegevens te volle te garanderen;

Overwegende dat het dringend noodzakelijk is dat voormelde garantie van fiabiliteit onmiddellijk kan in werking treden;

Op de voordracht van Onze Minister van Volksgezondheid en Pensioenen en van Onze Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Het koninklijk besluit van 25 februari 1996 houdende bepaling van de regels volgens welke bepaalde minimale psychiatische statistische gegevens moeten worden medegedeeld aan de Minister die de Volksgezondheid onder zijn bevoegdheid heeft, wordt aangevuld met een artikel 6bis luidend als volgt :

« Art. 6bis. De magnetische drager met de gegevens dienen, vanaf de tweede registratieperiode van 1998 overgemaakt te worden via een begeleidende brief, waarop de hoofdgeneesheer, na controle en validering, ten bewijze van de waarachtigheid van de gegevens, getekend heeft.

Vanaf de door Ons bepaalde datum dienen de magnetische dragers, na controle en validering en ten bewijze van de waarachtigheid van de gegevens de elektronische handtekening van de hoofdgeneesheer te dragen volgens de modaliteiten bepaald door de Minister die de Volksgezondheid onder zijn bevoegdheid heeft.

In het ziekenhuis moeten de stukken waaruit de controle en validering van de gegevens blijkt, ten alle tijde ter inzage ter beschikking zijn. »

**Art. 2.** Onze Minister van Volksgezondheid en Pensioenen en Onze Minister van Sociale Zaken zijn, ieder wat hen betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 16 december 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid en Pensioenen,  
 M. COLLA

De Minister van Sociale Zaken,  
 Mevr. M. DE GALAN

F. 99 — 655

[C - 99/22143]

**4 FEVRIER 1999.** — Arrêté royal réglant le financement de l'aide urgente et de l'accueil en faveur des personnes envoyées par le Centre d'accueil "Petit Château" en vue d'un accueil temporaire, et en faveur des victimes de la traite des êtres humains en 1999

ALBERT II, Roi des Belges,  
 A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 23 décembre 1998 contenant le Budget général des dépenses pour l'année budgétaire 1999;

Vu les lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, notamment l'article 55;

Vu la loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les centres publics d'aide sociale, notamment l'article 11, par. 1 et par. 2, modifié par la loi du 9 juillet 1971;

Considérant que certaines catégories de personnes qui ont le statut de personne déplacée ou de demandeur d'asile dignes d'intérêt ne peuvent être accueillis dans les centres d'accueil organisés par l'Etat belge ou la Croix-Rouge de Belgique;

N. 99 — 655

[C - 99/22143]

**4 FEBRUARI 1999.** — Koninklijk besluit houdende financiering van de noodhulp en van opvang verleend aan personen die voor een tijdelijke opvang doorgestuurd worden door het Onthaalcentrum "Klein-Kasteeltje" en aan de slachtoffers van mensenhandel in 1999

ALBERT II, Koning der Belgen,  
 Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 23 december 1998 houdende de Algemene Uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1999;

Gelet op de gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit van 17 juli 1991, inzonderheid op artikel 55;

Gelet op de wet van 2 april 1965 betreffende het ten laste nemen van de steun, verleend door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, inzonderheid op artikel 11, par. 1 en par. 2, gewijzigd bij de wet van 9 juli 1971;

Overwegende dat bepaalde behartigenswaardige categorieën van personen met het statuut van ontheemde of van asielzoeker niet in de door de Belgische Staat of het Belgische Rode Kruis georganiseerde opvangcentra kunnen worden opgevangen;

Considérant qu'il est nécessaire d'aider les personnes victimes de la traite des êtres humains auxquelles l'Office des Etrangers a accordé un permis de séjour temporaire;

Considérant qu'il est opportun que l'accueil de ces personnes soit organisé par des associations spécialisées;

Vu l'avis favorable de l'Inspection des Finances donné le 8 janvier 1999;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Santé publique et des Pensions et de Notre Secrétaire d'Etat à l'Intégration sociale et à l'Environnement,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Un montant global de trente millions de francs, à imputer à l'allocation de base 26.55.32.33.26 du Budget général des dépenses pour 1999, est réservé pour "Thuislozenzorg Vlaanderen", l'Association des Maisons d'Accueil et les membres du Comité belge d'Aide aux Réfugiés en ce qui concerne l'accueil des personnes qui ont le statut de personne déplacée ou de demandeur d'asile, et pour les Centres d'accueil "Payoke", "Pag-Asa" et "Sürya" en ce qui concerne l'accueil des victimes de la traite des êtres humains.

§ 1<sup>er</sup>. En ce qui concerne Thuislozenzorg Vlaanderen, l'Association des Maisons d'Accueil et les membres du Comité Belge d'Aide aux Réfugiés ce montant est destiné à couvrir les frais de l'aide accordée aux demandeurs d'asile ou aux personnes déplacées envoyés par le Centre d'accueil Petit Château en vue d'un accueil temporaire.

§ 2. En ce qui concerne "Payoke", "Pag-Asa" et "Sürya" ce montant est destiné à couvrir les frais d'accueil exposés pour des personnes victimes de la traite des êtres humains qui ont obtenu un permis de séjour temporaire pour rester à la disposition de la justice à ce titre. L'accueil peut avoir lieu dans ces maisons d'accueil mêmes, dans des familles d'accueil ou dans des lieux tenus secrets pour des raisons de sécurité.

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. La liquidation de l'intervention de l'Etat prendra la forme de versements mensuels, sur présentation des pièces justificatives des dépenses qui doivent rester dans les limites de l'article 11, par. 1<sup>er</sup>, de la loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les C.P.A.S. ainsi que de l'arrêté ministériel du 30 janvier 1995 réglant le remboursement par l'Etat des frais relatifs à l'aide accordée par les centres publics d'aide sociale à un indigent qui ne possède pas la nationalité belge et qui n'est pas inscrit au registre de population.

§ 2. Lorsque les organisations ont récupéré des montants ayant fait l'objet d'une subvention partielle ou totale de l'Etat, ces organisations vireront les montants récupérés dus à l'Etat sur le compte chèque postal de la Direction d'administration de l'aide sociale ou l'Etat déduira les montants récupérés de la prochaine subvention.

§ 3. Le Ministre peut autoriser que le remboursement de l'aide accordée aux mineurs d'âge étrangers isolés dépasse les plafonds de remboursement, fixés en vertu du § 1 de cet article, en tenant compte de l'encadrement de personnel nécessaire et l'octroi d'argent de poche à ces jeunes.

**Art. 3.** Au cas où elles feraient appel à cette intervention de l'Etat, les organisations s'engagent à informer mensuellement la Direction d'administration de l'Aide sociale du nom, du nombre et de la nationalité des personnes aidées ainsi que des modalités de l'aide accordée et ce afin d'éviter une éventuelle double intervention.

En ce qui concerne l'accueil des demandeurs d'asile ou des personnes déplacées, il y a lieu d'ajouter une copie du réquisitoire du Petit Château lors de la première demande de l'intervention de l'Etat.

En ce qui concerne l'accueil des personnes victimes de la traite des êtres humains, une copie du permis de séjour temporaire sera ajoutée. Une copie de l'attestation de l'introduction de la plainte sera également envoyée à la Direction d'administration après la période de 45 jours.

Overwegende dat het noodzakelijk is dat de personen die het slachtoffer zijn van mensenhandel en aan wie de Dienst Vreemdelingenzaken een tijdelijke verblijfsvergunning heeft toegekend, ondersteund worden;

Overwegende dat het wenselijk is dat de opvang van deze personen gebeurt door gespecialiseerde organisaties;

Gelet op het gunstig advies van de Inspectie van Financiën gegeven op 8 januari 1999;

Op de voordracht van Onze Minister van Volksgezondheid en Pensioenen en van Onze Staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Leefmilieu,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Een globaal bedrag van dertig miljoen frank aanrekenbaar op basisallocatie 26.55.32.33.26 van de Algemene Uitgavenbegroting 1999, wordt gereserveerd voor Thuislozenzorg Vlaanderen, de "Association des Maisons d'Accueil" en de leden van het Belgisch Comité voor Hulp aan Vluchtelingen wat de opvang van personen met het statuut van ontheemde of van asielzoeker betreft, en voor de Opvangcentra "Payoke", "Pag-Asa" en «Sürya» wat de opvang van slachtoffers van mensenhandel betreft.

§ 1. Wat Thuislozenzorg Vlaanderen, de Association des Maisons d'Accueil en de leden van het Belgisch Comité voor Hulp aan Vluchtelingen betreft, is dit bedrag bestemd voor het vergoeden van de kosten van bijstand verleend aan asielzoekers of ontheemden die voor een tijdelijke opvang doorgestuurd worden door het Onthaalcentrum Klein-Kasteeltje.

§ 2. Wat Payoke, Pag-Asa en Sürya betreft, heeft dit bedrag tot doel de kosten van de opvang te vergoeden verleend aan personen die het slachtoffer zijn van mensenhandel en die een tijdelijke verblijfsvergunning hebben bekomen om in deze hoedanigheid ter beschikking van het gerecht te blijven. De opvang kan plaatsvinden in de opvanghuizen zelf, in gastgezinnen, of op plaatsen die om veiligheidsredenen geheim dienen te blijven.

**Art. 2.** § 1. De uitbetaling van de Staatstussenkomst zal gebeuren in de vorm van maandelijks storting na voorlegging van de verantwoordingsstukken van de uitgaven, die binnen de grenzen moeten blijven bepaald in artikel 11, par. 1, van de wet van 2 april 1965 betreffende het ten laste nemen van de steun verleend door de O.C.M.W.'s en in het ministerieel besluit van 30 januari 1995 tot regeling van de terugbetaling door de Staat van de kosten van de dienstverlening door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn toegekend aan een behoeftige die de Belgische nationaliteit niet bezit en die niet in het bevolkingsregister is ingeschreven.

§ 2. Indien de organisaties de bedragen, waarvoor de Staat geheel of gedeeltelijk tussenkwam, teruggevorderd hebben, zullen deze organisaties de teruggevorderde bedragen die verschuldigd zijn aan de Staat, overschrijven op de postchequerekening van de Bestuursafdeling van het Maatschappelijk Welzijn of zal de Staat de teruggevorderde bedragen afhouden van de volgende tussenkomst.

§ 3. De Minister kan toestaan dat de terugbetaling van de steun, verleend aan alleenstaande minderjarige vreemdelingen, de terugbetalinggrenzen, vastgesteld in § 1 van dit artikel overschrijdt, rekening houdend met de nodige personeelsomkadering en de toekenning van zakgeld aan deze jongeren.

**Art. 3.** Deze organisaties verbinden zich ertoe, ingeval zij een beroep doen op deze Staatstussenkomst, de Bestuursdirectie van het Maatschappelijk Welzijn maandelijks in te lichten over de naam, het aantal en de nationaliteit van de gesteunde personen evenals de modaliteiten van de toegekende steun en dit om een eventuele dubbele steunverlening te vermijden.

Wat de opvang van asielzoekers of ontheemden betreft, zal een afschrift van de doorverwijsbrief van het Klein Kasteeltje toegevoegd worden bij de eerste aanvraag tot tussenkomst van de Staat.

Wat de opvang van slachtoffers van mensenhandel betreft, zal een afschrift van de tijdelijke verblijfsvergunning toegevoegd worden. Na de periode van 45 dagen zal een afschrift van het bewijs dat een klacht werd ingediend eveneens aan de Bestuursdirectie worden verzonden.

**Art. 4.** Notre Ministre de la Santé publique et des Pensions et Notre Secrétaire d'Etat à l'Intégration sociale et à l'Environnement sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 4 février 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Santé publique et des Pensions,

M. COLLA

Le Secrétaire d'Etat à l'Intégration sociale et à l'Environnement,

J. PEETERS

**Art. 4.** Onze Minister van Volksgezondheid en Pensioenen en Onze Staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Leefmilieu zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 4 februari 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid en Pensioenen,

M. COLLA

De Staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Leefmilieu,

J. PEETERS

F. 99 — 656

[99/22141]

**5 FEVRIER 1999. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 21 décembre 1971 portant exécution de certaines dispositions de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail**

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail, notamment l'article 57, alinéa 2;

Vu l'arrêté royal du 21 décembre 1971 portant exécution de certaines dispositions de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail, notamment l'article 56;

Vu l'avis du Comité de gestion du Fonds des accidents du travail du 15 juin 1998;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 56, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 21 décembre 1971 portant exécution de certaines dispositions de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail est complété par la phrase suivante :

« Toutefois, les jetons de présence et les indemnités de frais de séjour des présidents des comités techniques sont déterminés, par réunion, à un onzième de l'indemnité forfaitaire annuelle du président du comité de gestion, sans pouvoir dépasser sur une base annuelle, cette dernière indemnité. »

**Art. 2.** Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 5 février 1999.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales,

Mme M. DE GALAN

N. 99 — 656

[99/22141]

**5 FEBRUARI 1999. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 21 december 1971 houdende uitvoering van sommige bepalingen van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971**

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971, inzonderheid op artikel 57, tweede lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 december 1971 houdende uitvoering van sommige bepalingen van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971, inzonderheid op artikel 56;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van het Fonds voor arbeidsongevallen van 15 juni 1998;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Artikel 56, eerste lid, van het koninklijk besluit van 21 december 1971 houdende uitvoering van sommige bepalingen van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971 wordt aangevuld met de volgende zin :

« Evenwel worden het presentiegeld en de vergoeding voor verblijfskosten van de voorzitter van de technische comités per vergadering vastgesteld op één elfde van de jaarlijkse forfaitaire vergoeding van de voorzitter van het beheerscomité, zonder dat, op jaarbasis de laatstgenoemde vergoeding kan worden overschreden. »

**Art. 2.** Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 5 februar 1999.

ALBERT

Par le Roi :

De Minister van Sociale Zaken,

Mevr. M. DE GALAN